



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Arrêté du 15 JUIL. 2021

fixant à la société CITRON représentée par Maître Vincent des prescriptions complémentaires relatives à la surveillance des eaux souterraines au droit des parcelles AD 10, AD 16, AD 29, AD 31 et AD 37 situées sur la commune de Rogerville

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu le livre V du code de l'environnement, et notamment l'article L.512-31,
- Vu le Code de l'Urbanisme,
- Vu le décret du président de la république en date du 1^{er} avril 2019 nommant M. Pierre-André DURAND préfet de la région Normandie, préfet de Seine-Maritime,
- Vu l'arrêté préfectoral n° 20-77 du 13 octobre 2020 portant délégation de signature à Monsieur Yvan CORDIER, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu les arrêtés préfectoraux du 26 juin 1997, 27 juillet 2001, et 26 avril 2007 autorisant et réglementant les activités de la société Citron sur son site de Rogerville
- Vu la notification de cessation d'activité de la société Citron représentée par son liquidateur judiciaire Maître Vincent en date du 2 mai 2016 pour le site industriel Citron implanté sur la commune de Rogerville
- Vu les diagnostics environnementaux des sols et des eaux souterraines en date du 5 novembre 2017 et du 21 novembre 2018, établis à la demande du liquidateur par le bureau d'études Kaliès,
- Vu le plan de gestion en date du 29 mars 2019 établi à la demande du liquidateur par le bureau d'études Kaliès,
- Vu l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2019 prescrivant à la société Citron représentée par Maître Vincent des travaux de réhabilitation du site,
- Vu le rapport de fin de travaux établi par Envisol, en date du 28 août 2020, et le PV de récolement de l'inspection des installations classées en date du 8 octobre 2020
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 21 mai 2021 proposant au préfet de Seine-Maritime la prise du présent arrêté,
- Vu l'avis en date du 8 juin 2021 du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques,

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de Maître Catherine VINCENT le 11 juin 2021 ;
Vu l'absence d'observations présentées sur le projet d'arrêté ;

Considérant :

- que les activités de traitement de déchets dangereux exercées par la société CITRON sur le site de Rogerville sont à l'origine d'une pollution des sols et des eaux souterraines,
- que les diagnostics environnementaux réalisés dans le cadre de la procédure de cessation et des travaux de réhabilitation ont mis en évidence une contamination présentant notamment des teneurs élevées en arsenic, manganèse, chlorures, sulfates et COT dans les eaux souterraines,
- que 250 000 T de résidus d'incinération liés au process Citron sont toujours présentes sur la parcelle ADn°36
- qu'il est nécessaire de poursuivre la surveillance des eaux souterraines au droit du site, conformément aux préconisations du plan de gestion, cette surveillance visant en particulier à s'assurer de l'absence de dégradation de la situation,
- après communication à la société Citron représentée par Maître Vincent du projet d'arrêté par courriel du 26 février 2021,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture :

ARRÊTE

Article 1er – Objet

La société CITRON, située route des des Gabions 76700 ROGERVILLE, et représentée par Maître Catherine Vincent mandataire judiciaire 20 rue Casimir Perier 76000 LE HAVRE, est tenue de procéder à la surveillance des eaux souterraines au droit des parcelles suivantes :

Section cadastrale	Numéro de parcelle	Superficie
AD	16	7 427 m ²
	10	2 636 m ²
	37	9 264 m ²
	29	33 693 m ²
	31	1 842 m ²

Article 2 - Affichage

Une copie du présent arrêté est tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution et est affichée en permanence de façon visible à l'intérieur du site.

Article 3 - Surveillance

L'établissement est soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

Article 4 - Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre I du code de l'environnement.

Article 5 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de ROUEN :

- 1) par les pétitionnaires, ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où ledit acte lui a été notifié ;
- 2) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dudit acte dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-6 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 6 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à disposition de toute personne intéressée, est affiché en mairie de ROGERVILLE pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de ROGERVILLE fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitant à la diligence de la société CITRON.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 7 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, la sous-préfète du HAVRE, le maire de ROGERVILLE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la société CITRON.

Pour le préfet de la Seine-Maritime,
et par délégation
Le secrétaire général adjoint,



Vincent NATUREL

Prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral

CITRON

Article 1 – Surveillance des eaux souterraines

1.1 Réseau de surveillance

L'exploitant procède à une surveillance de la qualité des eaux souterraines par la réalisation de prélèvements dans le réseau constitué de 7 piézomètres (PZ1 - PZ2 – PZ4 – PZ6 - PZ9 - PZ10 - PZ11), comme indiqué sur l'annexe 2.

Le réseau doit rester pérenne tant qu'il est nécessaire au suivi analytique des eaux susceptibles d'être contaminées du fait des polluants mis en évidence sur le site.

1.2 - Définition des campagnes d'analyses

Les campagnes de prélèvement sont réalisées dans le respect des règles de l'art et des normes en vigueur (norme NF X 31-615). Les fiches de prélèvement sont scrupuleusement remplies en indiquant notamment la profondeur de prélèvement, le temps de purge, le volume purgé, etc ...

Les analyses sont réalisées par un laboratoire accrédité COFRAC ou équivalent.

Lors de chaque campagne, la mesure du niveau statique de l'eau dans les ouvrages est réalisée, ainsi que l'esquisse piézométrique.

Les procédures sont strictement identiques pendant toute la période de la surveillance, de façon à permettre la comparaison entre les différents résultats obtenus et ainsi de suivre de façon pertinente l'évolution de la qualité des eaux souterraines. Si, du fait notamment de progrès scientifiques, techniques, ou technologiques, des modifications sont apportées à la réalisation de ces différentes procédures, l'exploitant en informe au préalable pour accord l'inspection des installations classées, en justifiant que ces modifications n'entraînent pas de variation significative des résultats.

1.3 – Entretien du réseau de surveillance

L'exploitant veille à l'entretien régulier des piézomètres. Les têtes des ouvrages sont protégées efficacement contre tout risque de pollution ou de destruction (notamment par des véhicules). En cas de cessation d'utilisation d'un piézomètre, le responsable du suivi informe le préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines par ce biais.

1.4 – Fréquence

Les contrôles sont réalisés selon à périodicité semestrielle pour l'ensemble des ouvrages mentionnés à l'annexe 2.

En cas de travaux sur les mâchefers stockés sur l'emprise voisine, ces contrôles seront réalisés trimestriellement, et au même moment que les contrôles réalisés sur les 3 ouvrages présents autour du stockage de mâchefers.

1.5 – Paramètres

Les paramètres recherchés sur les ouvrages susvisés sont, au minimum :

Paramètres	
Nom	Code SANDRE
pH	1302

COT	1841
MES	1305
DCO	1314
DBO5	1313
Chlorures	1337
Fluorures	7073
sulfates	1338
Hydrocarbures totaux C10-C40	3319
MTBE	1512
METAUX	
Antimoine	1376
Arsenic	1369
Baryum	1396
Cadmium	1388
Chrome	1389
Cuivre	1392
Mercure	1387
Plomb	1382
Manganèse	1394
Molybdène	1395
Nickel	1386
Sélénium	1385
Fer	1393
Zinc	1383
Lithium	1364
BTEX	
benzène	1114
HAP	
naphtalène	1517
acénaphtylène	1622
acénaphtène	1453
fluorène	1623
phenanthrène	1524
anthracène	1458
fluoranthène	1191
pyrène	1537
Benzo (a) anthracène	1082
chrysene	1476
Benzo (b) fluoranthene	1116

Benzo (k) fluoranthene	1117
benzo(a) pyrène	1115
dibenzo (ah) anthracène	1621
benzo(ghi)pérylène	1118
Indeno (1,2,3 cd) pyrène	1204
PCB	
PCB 28	1239
PCB 52	1241
PCB 101	1242
PCB 118	1243
PCB 138	1244
PCB 153	1245
PCB 180	1246
Dioxine furannes	7707

1.6 – Transmission des résultats

Les résultats des analyses d'eaux souterraines sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard 6 semaines après la date du prélèvement, accompagnés d'un rapport précisant le modèle de fonctionnement de la nappe, et au moins les points suivants :

- la date et la méthode de prélèvement (notamment la durée de pompage avant la prise d'échantillon) ;
- le mode de conditionnement, de conservation et de transport des échantillons ;
- la raison sociale, l'adresse et les accréditations et/ou agréments du laboratoire pour ce type d'analyses ;
- la date de réception des échantillons par le laboratoire ;
- s'il y a lieu, la date et la méthode de préparation des échantillons avant analyse ;
- les seuils de détection des analyses pour chaque paramètre ;
- la date et la norme des analyses.

Les analyses chimiques sont reprises sous forme de tableaux, mentionnant les valeurs de référence, accompagnés de commentaires sur les dépassements, leur cause, et sur l'évolution des concentrations. Les tableaux font également référence à la situation des marées.

Le rapport remis reprend à chaque fois les valeurs des analyses réalisées précédemment

Si une anomalie est constatée, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées et en donne les causes possibles. En cas de détérioration notable de la qualité des eaux souterraines susceptible d'avoir des répercussions sur la santé humaine, la surveillance est renforcée.

1.7 – Bilan

Un bilan de suivi analytique est réalisé annuellement et tant que le stockage de mâchefers présents sur les parcelles voisines n'est pas mis en sécurité. Une fois que ce stockage sera mis en sécurité et à l'issue d'une période de quatre ans, l'exploitant fournit un bilan quadriennal afin de donner les orientations quant au devenir de la surveillance de la qualité des eaux souterraines.

L'objectif est de contrôler l'évolution de la qualité des eaux et de vérifier que l'évolution des concentrations est favorable à l'environnement au cours des années.

Le bilan doit être synthétique et commenté en vue de répondre à son objectif.

L'interprétation des résultats se fonde sur les valeurs de référence adaptées.

Le bilan doit également permettre de justifier la pertinence de la fréquence des analyses et du bon emplacement des puits piézométriques.

Annexe 1 – Parcelles concernées par la surveillance des eaux souterraines

Section cadastrale	Numéro de parcelle	Superficie
AD	16	7 427 m ²
	10	2 636 m ²
	37	9 264 m ²
	29	33 693 m ²
	31	1 842 m ²



Parcelles concernées : zone hachurée sur le plan

Annexe 2 – Réseau de surveillance piézométrique

7 piezomètres sur l'emprise concernée : PZ1 – PZ6 – PZ4 – PZ11 – PZ10 – PZ9 - PZ2

